

**Présentation des premiers résultats de l'enquête
nationale sur les niveaux de vie des ménages
2007¹**

1. Quelques éléments de l'intervention de Monsieur Ahmed LAHLIMI ALAMI,
Haut Commissaire au Plan, lors du point de presse du 25-06-2008.

Présentation des premiers résultats de l'enquête nationale sur les niveaux de vie des ménages 2007

Cette note présente les premiers résultats de l'enquête sur les niveaux de vie des ménages réalisée par le Haut-Commissariat au Plan au cours de l'année 2007.

Présentation de l'enquête

La dernière enquête du genre qui portait sur la consommation et les dépenses des ménages a été réalisée en 2001, les résultats de cette enquête permettront de dégager les tendances et les changements qui ont affecté, au cours de cette période, les conditions de vie des ménages.

Elle a mobilisé 140 enquêteurs, 16 superviseurs et une vingtaine de cadres et ingénieurs pour sa réalisation et son exploitation a couvert l'ensemble du territoire national et a porté sur 7200 ménages, c'est-à-dire une population de plus de 36 mille personnes.

Elle a été réalisée sur le terrain entre le 1^{er} décembre 2006 et le 30 novembre 2007.

Le questionnaire à la base de cette enquête comporte plus de 900 questions regroupées en 20 modules portant chacun sur un aspect particulier des conditions de vie des ménages, tels que leurs habitudes de consommation, leurs dépenses, leur accessibilité aux services sociaux de base, etc. qui figuraient déjà dans l'enquête de 2001 avec des modules nouveaux sur les revenus, les transferts intérieurs et extérieurs des ménages, la migration et la perception de la pauvreté.

C'est ainsi que l'enquête sur les niveaux de vie des ménages de 2007 présente plusieurs nouveautés par rapport aux précédentes enquêtes du genre et en particulier celle de 2001:

- C'est d'abord, la qualité de l'échantillon des ménages tiré du nouvel échantillon maître actualisé sur la base des résultats du recensement général de la population et de l'habitat de 2004 ;
- C'est ensuite les champs thématiques de sa couverture avec plusieurs nouveaux modules dont notamment un portant sur la migration et les transferts élaboré avec la Banque Mondiale.

Il est compréhensible qu'en raison de la quantité et la complexité des données collectées, l'exploitation des résultats de cette enquête exige de longs délais. Les résultats présentés dans cette note portent sur une partie seulement du champ que couvre le questionnaire, en particulier les dépenses des ménages et les principaux

enseignements qui peuvent en être tirés, dont notamment l'évolution en termes de niveau de structure et de répartition.

Rappel de quelques aspects conceptuels et méthodologiques

Au préalable, il convient de faire le point sur certains aspects conceptuels et méthodologique qui permettraient de situer la portée et les limites des indicateurs qui ressortent des données.

1. Il est évident que la mesure des revenus sur la base des déclarations des ménages présente des difficultés. Si la dépense des ménages permet de donner une mesure exacte des conditions de vie de la population, elle ne donne pas une image exacte du revenu de ce dernier.

Néanmoins, nous inspirant des approches et des normes en pratique sur le plan international, nous serons en mesure dès l'achèvement de l'exploitation des données de fournir à partir des résultats de l'enquête des estimations fiables des niveaux et des sources de revenu au Maroc.

Les indicateurs présentés constituent des mesures effectuées sur la base des concepts, des normes et des méthodes en vigueur sur le plan international et recommandés par les institutions spécialisées.

2. En termes de pauvreté, la présentation des résultats se limitera à deux indicateurs quantitatifs, la pauvreté relative et la vulnérabilité. Elle donnera également quelques indications sur la façon dont la pauvreté est perçue par les ménages eux-mêmes.

La pauvreté relative mesurée par le minimum requis en dépense alimentaire par référence aux normes fixées par l'OMS-FAO, majoré par une allocation des dépenses non alimentaires conformément à l'approche de la Banque Mondiale. La perception, par les ménages, de la pauvreté est fondée sur la conception que ces derniers ont, eux-mêmes, du seuil de la pauvreté. C'est ce qui est convenu d'appeler la pauvreté subjective.

3. Comme tout indicateur statistique, ces chiffres présentent les situations moyennes observées. Ce sont des mesures qui visent à donner une image objective d'une réalité. Bien entendu, la mesure statistique ne peut prétendre reproduire le vécu et donc la perception que l'ont peut avoir de cette réalité. Aussi, dans le questionnaire de l'enquête figurent des modules relatifs à la perception que les ménages ont de leur niveau de vie, de la pauvreté et les changements qui les ont affectés.

Premiers résultats de l'enquête

Les résultats de l'enquête montrent que la dépense annuelle moyenne par personne en 2007 était de 11 222 DH.

Par rapport à son niveau de 2001 qui était de 8 280 DH, elle a progressé annuellement de 5,1% en terme nominal et de 2,3% en terme réel.

Ces résultats viennent confirmer les tendances en matière de consommation des ménages telles que mesurées par les comptes nationaux. En effet, les montants agrégés des dépenses de consommation des ménages, tels qu'ils ressortent de la présente enquête et des comptes nationaux diffèrent de moins de 2%.

Cette amélioration a profité aussi bien au milieu urbain qu'au milieu rural :

- En milieu urbain : elle est passée de 10642 DH en 2001 à 13894 DH en 2007, en progression de 4,5% par an ;
- en milieu rural : elle est passée de 5288 à 7752 DH au cours de la même période, en progression de 6,5%.

De ce fait :

- l'écart entre les dépenses dans les deux milieux de résidence s'est relativement réduit passant de 2 fois en 2001 à 1,8 fois en 2007 ;
- la progression des niveaux de vie entre 2001 et 2007 a profité à l'ensemble des ménages, particulièrement aux populations pauvres et vulnérables. C'est ce que confirme la courbe d'incidence de la croissance (voir annexe 4).

Concernant la structure des dépenses, des changements significatifs ont été observés :

Le poste des dépenses alimentaires continue à occuper la première place mais avec une baisse de son poids au profit de nouveaux postes de dépense, notamment :

- celui des transports et communications devenu le troisième poste de dépense, traduisant ainsi une plus grande mobilité des Marocains, en progression de 112% ;
- et celui de l'enseignement, culture et loisirs dont la dépense a augmenté de plus de 63% au cours de la période.

En terme de qualité de l'alimentation :

la part de la dépense alimentaire consacrée aux produits traditionnellement consommés par les Marocains, à savoir les céréales et les sucres et produits sucrés, s'inscrit à la baisse passant de 25% en 2001 à 22% en 2007, au profit des viandes, poissons et produits laitiers dont la part a augmenté de 33,1% en 2001 à 36,9% en 2007.

En matière de disparités de la dépense :

La progression des niveaux de vie de l'ensemble des ménages n'a pas pour autant creusé les disparités sociales dans ce domaine et a permis de maintenir les inégalités à leur niveau de 2001.

La part des 20% les plus aisés dans la masse totale des dépenses de consommation en 2007 a été de 48.1% au niveau national, alors que les 20% les moins aisés ne consomment que 6,5% de cette masse.

Cette distribution est quasi similaire à celle observée en 2001. L'amélioration constatée précédemment a, ainsi, profité à l'ensemble des couches de la population, et en particulier aux couches les moins favorisés (comme le montre la figure en annexe 4).

Il est certain qu'un meilleur ciblage des subventions budgétaires, lesquelles profitent, comme on a eu l'occasion de le démontrer, aux populations les plus favorisées, contribuera à atténuer ces inégalités.

S'agissant de la pauvreté :

les résultats de l'enquête montrent que l'amélioration globale du niveau de vie a réduit la pauvreté et la vulnérabilité de manière significative (voir la définition des concepts en annexe 1).

En termes d'impact, l'amélioration globale du niveau de vie, conjuguée à la quasi-stagnation des inégalités, a réduit la pauvreté et la vulnérabilité de manière significative entre 2001 et 2007 :

- la pauvreté est passée de :
 - 15,3% à 9% au niveau national ;
 - 7,6% à 4,8% en milieu urbain ;
 - 25,1% à 14,5% en milieu rural.

- et la vulnérabilité de:
 - 22,8% à 17,5% au niveau national ;
 - 16,6% à 12,7% en milieu urbain ;
 - 30,5% à 23,6% en milieu rural.

En terme d'effectifs, si le nombre de personnes vivant au dessous du seuil de la pauvreté s'élève en 2007 à 2,8 millions personnes, il y a lieu de noter que, depuis 2001, 1,7 million de Marocains sont sortis de la pauvreté et 1,2 million de la vulnérabilité.

S'agissant de la perception des ménages :

l'évolution des niveaux de vie, est, selon les résultats de l'enquête perçue ainsi :

- 36% des ménages estiment que leur niveau de vie s'est amélioré et 30,5% le considèrent inchangé; soit, au total, 66,5% des ménages qui confirment que leur niveau de vie n'a pas régressé alors que 30% déclarent le contraire.
- En ce qui concerne la pauvreté dite subjective :
 - 53% des ménages réalisent une dépense supérieure au seuil de pauvreté fixé par eux-mêmes ;
 - 28% réalisent une dépense inférieure de 20% au seuil déclaré ;
 - 12% réalisent une dépense inférieure de 40% au seuil déclaré ;
 - et seuls 7% réalisent une dépense inférieure de 80% au seuil déclaré.

En conclusion :

Il en découle qu'entre 2001 et 2007, le Maroc a réalisé un progrès notable en matière d'amélioration des conditions de vie et en particulier dans le domaine de la réduction de la pauvreté. C'est ainsi que, comme cela est indiqué précédemment, 1,7 million de Marocains sont sortis de la pauvreté durant cette période. Sur ce point, on peut considérer que le Maroc est sur la voie de réaliser les objectifs du Millénaire.





Dans ces progrès, il est certain que l'impact de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain a été d'une portée significative malgré le caractère récent de sa mise en œuvre. Certes, il n'est pas possible aujourd'hui d'en faire une évaluation complète, mais on dispose de quelques indications qui montrent que la pauvreté a baissé plus rapidement dans les communes rurales ciblées par cette Initiative. C'est ainsi que, entre 2004 et 2007, la pauvreté a baissé dans ces

communes de 36% à 21%, en diminution de 41% contre uniquement 28% dans le reste des communes rurales (de 16,9% à 12,2%). L'exploitation ultérieure des données de l'enquête donnera une idée précise et détaillée de son impact non seulement sur le niveau de la pauvreté au Maroc, mais également sur l'ensemble des conditions de vie de ménages.

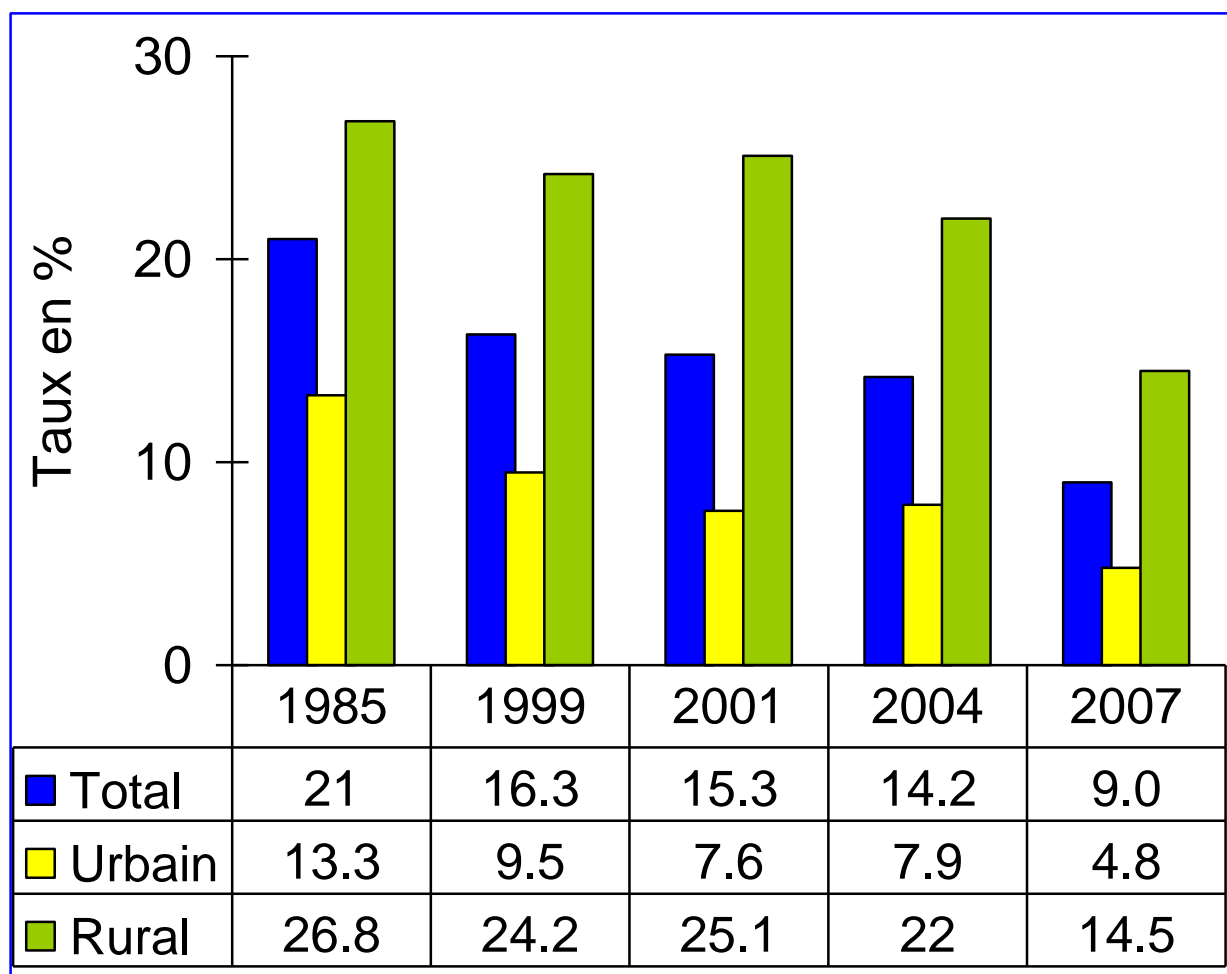
Annexes :

Annexe 1 : Approche de la pauvreté et de la vulnérabilité

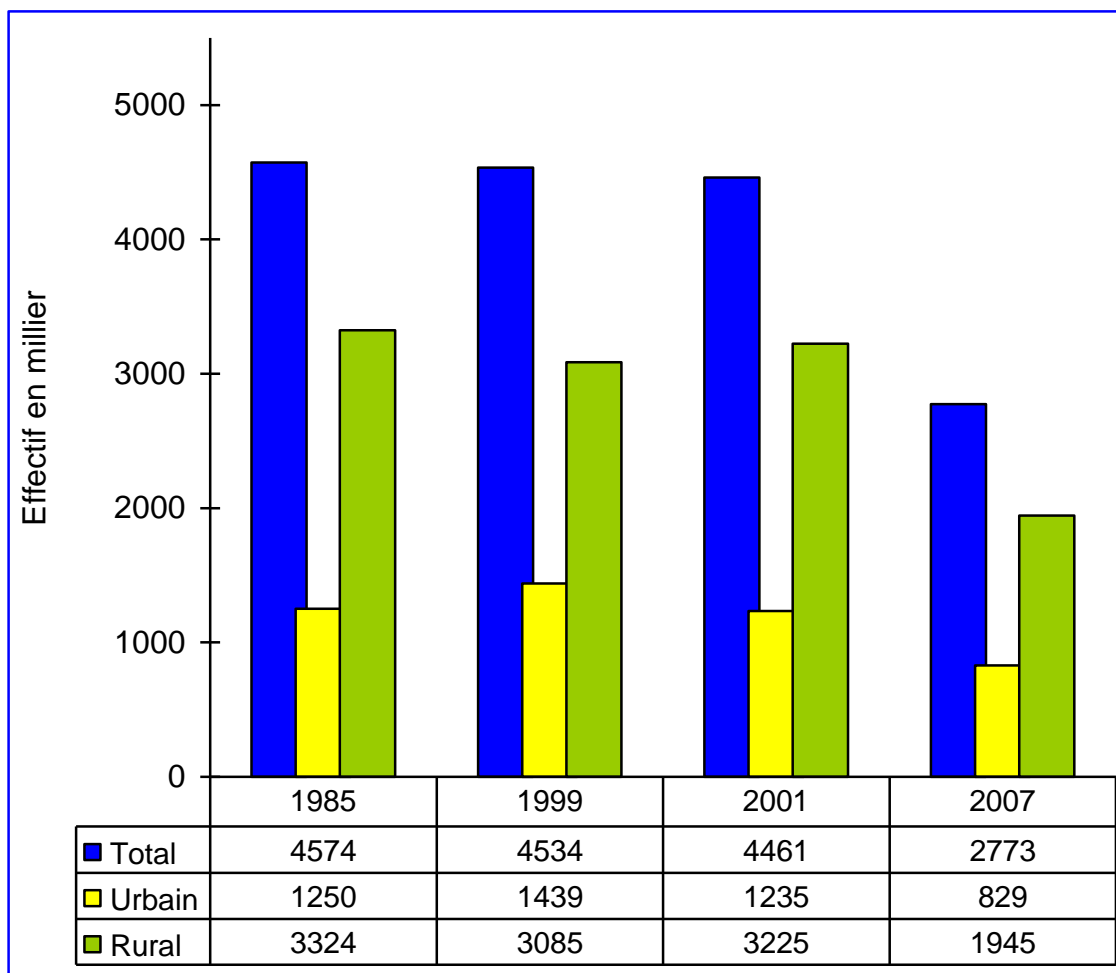
Le HCP calcule les seuils de pauvreté et de vulnérabilité conformément aux normes internationales:

-  **le seuil de la pauvreté alimentaire est le coût d'un panier de biens et services alimentaires permettant le minimum requis en calories (1984 kilos calories par jour et par personne); norme recommandée par l'AFO et l'OMS ;**
-  **le seuil de la pauvreté relative est la somme du seuil de la pauvreté alimentaire et d'une allocation non-alimentaire équivalente à au coût des acquisitions non-alimentaires réalisées par les ménages qui atteignent effectivement le minimum alimentaire requis (Méthode de la Banque Mondiale);**
-  **le seuil de la pauvreté absolue est le seuil de la pauvreté alimentaire majoré par le coût des acquisitions non-alimentaires réalisées par les ménages qui ne satisferaient leurs besoins alimentaires que lorsqu'ils leur consacraient le total de leur budget (Méthode de la Banque Mondiale);**
-  **Le taux de vulnérabilité est la proportion de la population qui n'est pas pauvre mais qui court un grand risque de pauvreté. Selon l'approche de la BM, la dépense par tête de la population vulnérable se situe entre le seuil de pauvreté relative et 1,5 fois ce seuil.**

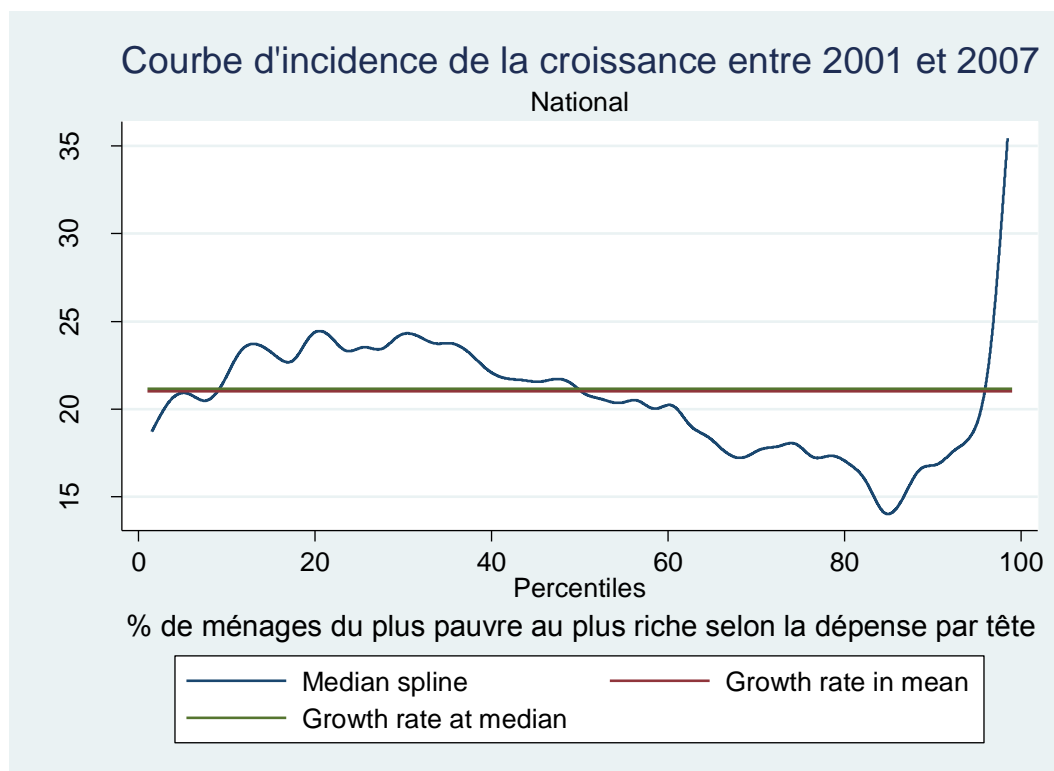
Annexe 2 : Evolution du taux de la pauvreté relative en %



Annexe 3 : Evolution de l'effectif des pauvres en milliers



Annexe 4 : Courbe d'incidence de la croissance



Courbes d'incidence de la pauvreté monétaire à l'échelle nationale

